

## **Déclaration intersyndicale SNES-FSU, Sud Education, SE-UNSA, FNEC-FO, SGEN-CFDT au CTSD du 28 janvier 2018**

La préparation de rentrée 2018 est marquée par le retour d'une baisse des moyens attribués au second degré public alors que 26 000 élèves supplémentaires sont attendus au niveau national.

Dans le même temps, 2600 emplois de stagiaires sont supprimés ce qui représentera un manque de 1300 moyens d'enseignement à temps plein devant les élèves à la rentrée. 200 postes d'administratifs manqueront aussi dans les établissements.

Dans cette vaste opération de redéploiement, l'académie de Caen est particulièrement touchée et perd 87 ETP.

Les collèges publics de la Manche sont obligés de rendre 25 ETP alors qu'ils ont déjà perdu 38 ETP sur les 2 années précédentes. Même si le discours officiel tentera encore de le faire croire au public, les baisses d'effectifs prévues ne justifient pas une telle purge. Pour exemple, le collège de la Hague gagne 5 élèves et rendra 30.5 heures, le collège de Saint-Clair sur Elle aura 6 élèves de plus mais perdra 40.5 heures de dotation...

Mécaniquement, ces baisses de dotations dégraderont l'accueil des élèves dans beaucoup de collèges par l'augmentation du nombre de classes surchargées et dégraderont aussi les conditions d'exercice des enseignants à qui l'on demande déjà énormément.

En effet, les heures supplémentaires et les I.M.P. en augmentation en proportion du nombre d'heures postes détériorent les conditions de travail des enseignants en augmentant la charge de leur mission au-delà des 18 heures réglementaires et de la seule heure supplémentaire qu'ils sont obligés d'accepter .

Ces moyens précaires (1723 heures), équivalents à 95 postes de certifiés à temps plein, représentent 8,1% de la D.H.G. départementale. Un réajustement des heures supplémentaires permettrait de préserver des postes stables dans les établissements, plus efficaces pédagogiquement.

Dans le même cadre, il est demandé aux PLC d'inclure davantage les élèves d'ULIS, mais de plus en plus les élèves de SEGPA qui pourtant relèvent d'une structure et non d'un dispositif. Les collègues, soucieux de "bien faire", acceptent la plupart du temps ces inclusions, mais se retrouvent avec des classes surchargées

Il est temps de donner à l'ensemble des PE de SEGPA, d'ULIS et aux PLC les moyens de leurs nombreuses missions.

Nous condamnons également la faiblesse de la prise en charge des primo-arrivants. Plus que jamais, il nous semble nécessaire que des moyens soient alloués pour qu'ils

puissent maîtriser la langue française et s'intégrer rapidement. La qualité de l'accompagnement des élèves australiens doit servir de référence pour tous.

Dans le cadre unitaire, nous continuerons à dénoncer cette politique d'austérité contraire aux intérêts des élèves et agir pour retrouver des moyens à la hauteur des besoins.